

La réforme du bac, entre doutes et espoirs

11 décembre 2018, un débat en marge de la rencontre inter-CAVL Besançon-Dijon s'annonce compliqué. Le sujet : la réforme du baccalauréat. Des questions sont lancées, des réponses fusent entre les inspecteurs et les élu.e.s lycéen.ne.s des deux académies.

« Il faut attendre »

La contestation lycéenne atteint depuis maintenant plusieurs semaines un niveau historique, en effet, c'est le plus long mouvement lycéen depuis la Loi Travail sous le quinquennat précédent : plusieurs centaines de lycées sont bloqués ou « gravement perturbés » depuis dès le début du mouvement. C'est dans ce contexte que les représentant.e.s lycéen.ne.s des académies de Besançon et Dijon se réunissent. Il est 15h, le débat commence par la réforme du bac professionnel, même si le sujet est particulièrement technique, des élèves de tous bords posent des questions quant aux modalités de celle-ci. Après la « simple » présentation du nouveau fonctionnement, les questionnements émergent rapidement. C'est notamment la faisabilité de cette mesure qui pose question, des formules abstraites, présentées comme « novatrices » comme la co-intervention (deux professeur.e.s dans une même classe, pour coupler un enseignement général avec un enseignement professionnel). La co-intervention existe déjà parfois, avec des effets qui ne sont pas forcément au rendez-vous selon les témoignages des lycéen.ne.s. Pour les éventuelles suppressions de postes de profs, il n'y a pas de réponse concrète, puisqu'en effet « il faut attendre » alors que nous sommes moins d'un an avant la première application de la réforme, prévue pour la rentrée 2019.

Manque d'information pour les élu.e.s, alors dans les classes, l'information n'existe tout simplement pas.

Près de 3 heures plus tard, dans une salle où la plupart des personnes présentes posent des questions, le débat continue sur la réforme du bac technologique et général. Une rapide présentation a lieu, à cause du manque de temps. Certain.e.s élu.e.s se disent favorables. En effet, on pourra dès l'année prochaine, choisir certains menus qui alors étaient impossibles (pour le baccalauréat général). Un élu fait part de son expérience personnelle, en disant qu'il « souhaite intégrer une école de commerce, mais a presque été obligé de choisir la filière scientifique » alors que pendant deux ans il « n'a pas eu d'enseignement en économie, alors que c'est le cœur de cette formation post-bac ». Les contradictions du système actuel refont surface. Seulement, certain.e.s lycéen.ne.s ne souhaitent pas du « Bac 2021 », certains exemples internationaux de bac « modulaire » comme en Grande-Bretagne, sont cités et critiqués. Il y a un manque d'information pour les élu.e.s, alors dans les classes, l'information n'existe tout simplement pas. Les représentant.e.s sont donc partagé.e.s.

Une volonté que la transition se passe sans génération crash-test :

S'il y a bien quelque chose qui rassemble tout le monde, c'est d'éviter que cette réforme ne devienne un échec. Un échec au niveau d'une telle réforme n'est pas minimisable, puisqu'elle s'applique sur le quotidien des lycéen.ne.s concerné.e.s. On se rappelle toutes de la réforme du brevet des collèges qui, il y a quelques années, avait été largement critiquée. Sauf qu'ici ce n'est pas le brevet des collèges auquel on touche mais le bac, ce qui explique les craintes, des lycéen.ne.s, des parents d'élèves ou des professeur.e.s. Le sujet est tellement sensible que le Ministre de l'Éducation Nationale a convoqué les élu.e.s du CNVL dès le début de la semaine prochaine, dans le but de lever les doutes et de calmer la situation sociale.

Julien Delohen